COUNTRY:France
SURFACE :99 %
FREQUENCY :Daily

► 27 November 2026 - Edition Fil Eco

# Après l'impulsion des deux mandats Macron, les start-up espèrent conforter leur ancrage

(), (AFP) -

Dès son premier mandat, elles ont été un symbole de la politique économique d'Emmanuel Macron : l'heure est aujourd'hui à l'ancrage pour les start-up, qui espèrent rester stratégiques, quelle que soit l'issue de l'élection présidentielle.

"Je veux que la France soit une +start-up nation+, c'est-à-dire à la fois une nation qui travaille avec et pour les start-up, mais aussi une nation qui réfléchit et avance comme une start-up", lançait en anglais en juin 2017 Emmanuel Macron, une formule devenue depuis l'une des plus emblématiques de sa présidence.

IA, santé, finance... Près de dix ans plus tard, les jeunes pousses françaises ont pris de l'élan.

"Je pense qu'on a vraiment vécu une transformation", résume auprès de l'AFP Roxanne Varza, à la tête de Station F, incubateur parisien de start-up technologiques fondé en 2017.

"On a grandi avec cette vision-là et cette énergie-là (...) ça a créé un environnement très favorable à un moment où on était en plein développement", se remémore Vianney Vaute, cofondateur en 2014 de la plateforme BackMarket.

D'après les données du cabinet EY, les montants de capital-risque levés par ces entreprises sont passés de 2,1 milliards d'euros en 2016 à 7,3 milliards en 2025.

"Tout n'a pas démarré du jour au lendemain avec son mandat", souligne Roxanne Varza.

- L'entrepreneuriat "sexy" -

D'après un rapport sénatorial, le nombre de dispositifs de soutien à l'innovation était déjà passé de 30 à plus de 60 entre 2000 et 2015. Mais "si on compare avec ce qu'on a vécu avant, la France était assez mal vue, ignorée par l'écosystème", souligne-t-elle.

Emmanuel Macron a su "rendre l'entrepreneuriat sexy", abonde Jacques de La Rivière, président cofondateur de Gatewatcher, entreprise spécialisée dans la cybersécurité fondée en 2015.

A plusieurs reprises, il a fait partie des délégations officielles accompagnant les déplacements à l'étranger d'Emmanuel Macron, habitué à embarquer avec lui des dirigeants de grands groupes, mais aussi de start-up.

"Ça a été très positif (...), ça permet de se positionner au même niveau que ces grands industriels français vis-à-vis des interlocuteurs internationaux", appuie Jacques de La Rivière.

Pour vanter le dynamisme français, le président n'hésite pas à participer à la création de symboles nationaux, comme l'entreprise d'intelligence artificielle (IA) Mistral, qu'il félicite régulièrement depuis son compte X.

- Un "retard à combler" -

Étroitement associé au président, le secteur veut désormais changer d'image, et insister sur l'ancrage de ces jeunes pousses dans le tissu économique français.

Pour Bettina Reveyron, directrice générale de France Digitale, lobby des start-up françaises, l'essor des start-up et de la tech est "la grande victoire des années Macron".

Mais désormais, l'enjeu est selon elle "la réinvention du récit autour de la tech".

"Je pense que ça ne parle plus à grand monde la +start-up nation+ aujourd'hui. C'est un sujet industriel, c'est un sujet d'infrastructure, c'est un sujet stratégique", défend-elle.

A la tête du syndicat des professionnels du numérique Numeum, qui compte quelque 200 à 300 start-up parmi ses 2.500 membres, Mehdi Houas relève quant à lui "un retard à combler en matière d'investissement dans la recherche et le développement, dans l'innovation".

D'après l'OCDE, le niveau de dépenses en recherche et développement stagne en France depuis 2010, à 2,2% du PIB, contre 3,1% en Allemagne et 3,4% aux États-Unis en 2025.

Les différentes voix du secteur réclament surtout de la stabilité, alors que "les derniers exercices budgétaires ont toujours été ultra-chaotiques", souligne Bettina Reveyron.

En 2024, la tentative de raboter différents dispositifs d'aides avait particulièrement hérissé les jeunes entreprises.

All rights reserved

**COUNTRY:**France
**SURFACE :**99 %
**FREQUENCY :**Daily

► **27 November 2026 - Edition Fil Eco**

Si la période est plutôt à l'"attentisme" du côté des start-up, qui se préparent à un budget rectificatif après l'élection, souligne Mme Reveyron, parmi les candidats "tout le monde a bien compris que c'était un sujet très stratégique et donc personne ne fait l'impasse".
"C'est une dynamique qui a démarré et qui ne va pas s'arrêter, quelle que soit l'issue de l'élection", assure quant à lui Mehdi Houas.

Afp le 27 nov. 26 à 07 04.

All rights reserved